

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

GRENOBLE, LE 11 OCTOBRE 2002

AFFAIRE SUIVIE PAR : D BRUNIAUX  
TEL. 04.76.60.33.25

Dossier n° 27 949

**A R R E T E N° 2002-10623**

LE PREFET DE L'ISERE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914, du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.) ;

**VU** la loi n° 64-1245, du 16 décembre 1964, relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, modifiée ;

**VU** la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite « loi sur l'eau », modifiée ;

**VU** le décret n° 53.578 du 20 mai 1953, modifié ;

**VU** le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977, modifié ;

**VU** le dossier présenté le 09 août 2001 par la société ND LOGISTICS (ex. UTL), domiciliée 55 avenue Louis Bréguet à Toulouse, en vue d'être autorisée à exploiter un entrepôt de produits combustibles (Bâtiment 3E), sur la Zone d'Activités de Chesnes Nord à Satolas et Bonce ;

**VU** l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 04 septembre 2001 ;

**VU** l'arrêté d'ouverture d'enquête n° 2001-8409 du 08 octobre 2001 ;

**VU** le procès-verbal de l'enquête publique ouverte le 07 novembre et close le 07 décembre 2001, les déclarations y consignées et les certificats d'affichage ;

**VU** l'avis de M. Jean LAVIGNE Commissaire-Enquêteur, en date du 10 décembre 2001 ;

**VU** les avis des Conseils Municipaux de Grenay, Saint Laurent de Mure, Saint Quentin Fallavier et de Satolas et Bonce ;

**VU** l'avis du Directeur régional de l'Environnement, en date du 28 septembre 2001

**VU** l'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, en date 02 octobre 2001 ;

**VU** l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, en date du 26 octobre 2001 ;

**VU** l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, en date du 31 octobre 2001 ;

**VU** l'avis du Chef de la Mission Interservices de l'Eau, en date du 31 octobre 2001 ;

**VU** l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement, en date du 11 décembre 2001 ;

**VU** l'avis du Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales, en date du 09 janvier 2002 ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 26 août 2002 ;

**VU** les arrêtés n° 2002-2201 du 12 mars 2002 et n° 2002-07291 du 02 juillet 2002 prorogeant le délai d'instruction de la demande formulée par la société ND LOGISTICS ;

**VU** la lettre en date du 02 septembre, complétée le 05 septembre 2002, invitant le demandeur à se faire entendre par le Conseil Départemental d'Hygiène et lui communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 13 septembre 2002 ;

**VU** la lettre recommandée avec accusé de réception en date du 19 septembre 2002, communiquant au requérant le projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

**CONSIDERANT** que l'établissement projeté est soumis, à autorisation pour les activités d'entrepôt couvert de produits combustibles, de dépôt de bois, papiers, cartons et de dépôt de pneumatiques visées sous les n° 1510-1, 1530-1 et 2663-2a, et à déclaration pour les activités de combustion, de compression/réfrigération et de charge d'accumulateurs visées sous les n° 2910-A2, 2920-2b et 2925, de la nomenclature des installations classées ;

**CONDIDERANT** que toutes les mesures utiles sont prises afin d'assurer la prise en charge des déchets, des rejets d'eaux et des risques d'incendie, ainsi que pour limiter l'urbanisation à proximité de l'établissement ;

**CONSIDERANT** qu'il ne sera stocké ni produit dangereux ou explosif, ni liquide inflammable ;

**CONSIDERANT** ainsi que le dossier présenté par le pétitionnaire et les prescriptions techniques ci-jointes sont de nature à garantir les intérêts visés à l'article 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - La société ND LOGISTICS (ex.UTL) est autorisée à exploiter, dans l'enceinte de son entrepôt de produits combustibles (Bât. 3E), situé sur la Zone d'Activités de Chesnes Nord à Satolas et Bonce, les activités suivantes :

ACTIVITES	N° DE NOMENCLATURE	CLASSEMENT
Entrepôt couvert de produits combustibles (401 036 m <sup>3</sup> et 40 922 t)	1510-1	A
Dépôt de bois, papiers, cartons (84 000 m <sup>3</sup> )	1530-1	A
Dépôt de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (états alvéolaires ou expansés exclus) (84 000 m <sup>3</sup> )	2663-2-a	A
Installation de combustion (2 500 kW)	2910-A-2	D
Compression, réfrigération (300 KW)	2920-2-b	D
Atelier de charges d'accumulateurs (185 KW)	2925	D

sous réserve du strict respect des prescriptions particulières ci-annexées.

**ARTICLE 2** - L'exploitant devra, en outre, se conformer strictement aux dispositions édictées par le Livre II du Code du travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, notamment au décret du 10 juillet 1913 visant les mesures générales de protection et de salubrité.

**ARTICLE 3** - L'établissement devra être ouvert dans le délai de trois années à partir de la notification. Dans le cas contraire, le permissionnaire en avisera le Préfet, par lettre recommandée, en indiquant, le cas échéant, les raisons de force majeure qui seraient de nature à expliquer ce retard. Il en sera de même s'il veut reprendre son exploitation après une interruption de deux années consécutives.

**ARTICLE 4** - Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris

sur proposition de l'Inspection des Installations Classées et après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

**ARTICLE 5** - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie et de permis de construire.

**ARTICLE 6** - L'exploitant devra déclarer sans délai les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 7** - Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet. De même, en cas de cessation d'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant celle-ci, au Préfet de l'Isère, Bureau de l'Environnement.

**ARTICLE 8** - Un extrait du présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie de Satolas et Bonce pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés respectivement dans les départements de l'Isère et du Rhône .

**ARTICLE 9** - En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble, d'une part par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'autre part par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage, ce dernier délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**ARTICLE 10** - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 11** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de La Tour du Pin, le Maire de Satolas et Bonce, et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ND LOGISTICS.

FAIT à GRENOBLE, le 11 octobre 2002

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Signé : Dominique BLAIS

Pour ampliation  
Le Chef de Bureau

  
Fabienne GUITARD

**ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL N° 2002-10623 DU 11 OCTOBRE 2002**

**PRESCRIPTIONS APPLICABLES  
A la société ND LOGISTICS  
ZAC de Chesne Nord (SAT 3E)  
  
38290 SATOLAS ET BONCE**

**ARTICLE 1 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

**1.1 - La Société ND LOGISTICS est autorisée à exploiter dans son entrepôt SAT- 3 E de SATOLAS ET BONCE les installations répertoriées dans le tableau ci-dessous :**

Nature des Activités	Volume des Activités	Rubriques	Classement
Entrepôt couvert de produits combustibles	401 036 m <sup>3</sup> 40 922 tonnes	1510-1	A
Dépôt de bois, papiers, cartons	84 000 m <sup>3</sup>	1530-1	A
Produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état autre qu'alvéolaire ou expansé	84 000 m <sup>3</sup>	2663-2-a	A
Installation de combustion	2 500 KW	2910-A-2	D
Réfrigération, compression	300 KW	2920-2-b	D
Charge d'accumulateurs	185 KW	2925	D

**1.2 - Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.**

**1.3 -** Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de l'Isère avec tous les éléments d'appréciation.

**1.4 -** L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement.

**1.5 -** L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet de l'Isère, dans les délais et les modalités fixées par l'article 34.1 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977.

## **ARTICLE 2**

### **Les prescriptions techniques du présent article sont applicables à l'ensemble de l'établissement**

#### **2.1 - Généralités**

**2.1.1 -** L'installation sera réalisée, équipée et exploitée de manière à éviter que son fonctionnement ne puisse être à l'origine des dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

**2.1.2 -** L'exploitant tient à jour un état des produits stockés (nature, quantité, danger) dont la forme est soumise à l'avis des services d'incendie et de secours dans le cadre du plan d'intervention prévu à l'article 2.6.3.

Ce document est facilement accessible aux Services de Secours en cas d'incendie et tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### **2.1.3 - Stockages interdits**

Le stockage des produits ci-après est interdit dans l'entrepôt :

- les liquides combustibles et inflammables (quel que soit le point éclair),
- les produits explosifs
- les produits, matières, substances ou préparations dangereux classés comme tels au titre du Code du Travail.
- les bouteilles de gaz,
- les pneumatiques,
- les boîtiers aérosols,
- les boissons alcoolisées de titre supérieur à 40 % en volume,
- les huiles (alimentaires ou non),
- les matières plastiques alvéolaires qui ne sont pas contenues dans des emballages en carton (ou bois ou métal) fermés sur les 6 faces,
- les bobines de papier stockées verticalement de faible grammage ( $< 50 \text{ g/m}^2$ ),

- les papiers ouatés en bobine (papier hygiénique, essuie-tout,...),
- les rouleaux de tissus,
- les vêtements sur cintres,
- les stockages de palettes et cagettes vides (bois ou plastique) ; un maximum de 1000 palettes vides par cellule est accepté sous réserve que ce stockage ne dépasse pas une surface cumulée de 100 m<sup>2</sup> et qu'il s'agisse uniquement d'un stockage au sol,
- les plastiques alvéolaires lorsqu'ils représentent plus de 15 % en volume du colis à l'intérieur duquel ils se trouvent,
- les couches culottes qui ne sont pas contenues dans des emballages fermés sur les 6 faces en carton.

Dans le cadre d'un autre type de sprinklage, l'exploitant devra s'assurer que ces produits sont compatibles avec la règle ABSAD-R1.

Cette liste n'est pas exhaustive, l'exploitant devra s'assurer que les produits stockés sont compatibles avec une protection incendie par sprinklers de type ESFR.

#### 2.1.4 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles éventuellement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées pourra demander en cas de besoin que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées ; les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.

#### 2.1.5 – Location de l'entrepôt

L'exploitant établira les dispositions organisationnelles nécessaires pour que toutes les prescriptions du présent arrêté soient respectées en présence de locataires éventuels.

#### 2.1.6 – Conformité de l'entrepôt aux règles APSAD

Les installations, équipements de prévention et de protection contre l'incendie, l'exploitation de l'entrepôt devront être conformes aux règles de l'APSAD.

Les certificats de conformité et les rapports de contrôles périodiques seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### 2.2 - Implantation

2.2.1 - Autour de l'entrepôt, sont définies des zones Z1 et Z2 correspondant aux critères suivants :

- zone Z1, où le flux thermique peut dépasser une valeur de 5 KW/m<sup>2</sup> en cas d'incendie et s'étendant jusqu'à une distance de 39 mètres de la façade Ouest, 29 mètres de la façade Est, 52 m de la façade Nord et 34 m de la façade Sud du bâtiment,
- zone Z2, où le flux thermique peut dépasser 3 KW/m<sup>2</sup>, s'étendant jusqu'à une distance de 64 mètres de la façade Ouest, 65,5 m de la façade Est, 89 m de la façade Nord, 90 m de la façade Sud du bâtiment.

A l'intérieur de la zone Z1 sont interdites toutes constructions appartenant à des tiers.

A l'intérieur de la zone Z2, sont interdits les établissements recevant du public, les habitations et les immeubles de grande hauteur.



Pour cela l'exploitant s'assurera de la propriété des terrains de ces 2 zones ou d'accords amiables avec les propriétaires concernés.

**2.2.2 -** L'accès par les sapeurs pompiers devra pouvoir se faire rapidement à l'intérieur de l'établissement, la nuit ou les jours fériés.

Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre sera maintenue dégagée pour la circulation sur le demi -périmètre au moins de l'entrepôt. Cette voie, extérieure à l'entrepôt, devra permettre l'accès des camions-pompes des sapeurs pompiers et, en outre, si elle est en cul de sac, les demi-tours et croisements de ces engins et avoir une résistance de 13 tonnes par essieu.

A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,30 mètres de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.

### **2.3 - Construction et aménagements**

**2.3.1 –** Le bâtiment comportera en périphérie un mur de protection en béton armé d'au moins 4,32 m de hauteur en façade Ouest, 6,17 m en façade Est, 4,47 m en façade Nord et de 4,32 m en façade Sud.

Un merlon de terre de 4 m de hauteur sera édifié à 37 m de la façade Ouest.

A la limite Nord, sera édifié un merlon d'une hauteur minimale de 2,7 m.

La toiture sera réalisée avec des éléments incombustibles.

La toiture comportera au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique ou manuelle dont la surface est calculée en fonction d'une part, de la nature des produits, matières ou substances entreposés, d'autre part, des dimensions de l'entrepôt ; elle n'est jamais inférieure à 0,5 % de la surface totale de la toiture.

L'ensemble de ces éléments sera localisé en dehors de la zone de 4 mètres de part et d'autre des murs coupe-feu séparant les cellules.

La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur devra être facilement accessible depuis les issues de secours.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet lentille).

Le bâtiment sera équipé de dispositifs de protection contre la foudre, soit par un paratonnerre, soit par pointes caprices sur la charpente métallique, avec mise à la terre et liaison équipotentielle.

Dans les zones où sont entreposés des liquides susceptibles d'entraîner une pollution des eaux, le sol sera étanche et aménagé de façon à éviter tout écoulement direct vers le milieu naturel ou un réseau public d'assainissement.



**2.3.2 -** Le bâtiment sera divisé au moins en 4 cellules (10 826, 2 x 9 504, 11 088 m<sup>2</sup>).

Les cellules seront séparées par un mur coupe feu de degré d'au moins 2 heures : les blocs portes s'inscrivant dans cette paroi devront être de coupe feu 1 heure au moins et leur fermeture sera asservie à des détecteurs autonomes placés de part et d'autre de la cloison (en partie haute).

La couverture ne comportera pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments légers sur une largeur de 4 m de part et d'autre à l'aplomb de la paroi coupe-feu séparant les 2 cellules.

Les portes séparant les cellules seront munies de dispositifs de fermeture automatique permettant l'ouverture de l'intérieur de chaque cellule.

Des moyens de lutte contre l'incendie particuliers tenant compte de la dimension de chaque cellule seront installés : extinction automatique appropriée et RIA situés sur des faces accessibles opposées répondant aux dispositions de l'article 2.4.6.

La diffusion latérale des gaz chauds sera rendue impossible, par exemple, par la mise en place, en partie haute, d'écrans de cantonnement aménagés pour permettre un désenfumage.

Ces écrans de cantonnement limiteront chaque canton à moins de 1600 m<sup>2</sup> et 60 m de longueur.

**2.3.3 -** Les locaux techniques du matériel seront isolés par une paroi coupe-feu de degré 1 heure. Les portes d'intercommunication seront pare-flammes de degré ½ heure et seront munies d'un ferme-porte.

**2.3.4 -** Si un poste ou une aire d'emballage est installé dans l'entrepôt, il sera soit dans une cellule spécialement aménagée, soit éloigné des zones d'entreposage, soit équipé de moyens de prévention ou d'intervention particuliers.

**2.3.5 -** la quantité de déchets d'emballages sera limité au minimum sur l'aire de dépalettisation, repalettisation.

**2.3.6 -** Des issues pour les personnes seront prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul de sac.

Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, seront prévues dans chaque cellule.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur seront munies de ferme-portes et s'ouvriront par une manœuvre simple dans le sens de la sortie, sans altérer le gabarit des circulations sur les voies ferroviaires extérieures éventuelles.

Toutes les portes intérieures et extérieures, seront repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.

**2.3.7 -** les bouteilles de gaz seront stockées à l'extérieur du bâtiment dans un endroit aménagé à cet effet.

**2.3.8 -** les bennes à déchets ainsi que tout combustible stocké à l'extérieur devront être à plus de 10 m du bâtiment.

## 2.4 - Equipements

**2.4.1** - Les moyens de manutention fixes seront conçus pour, en cas d'incendie, ne pas gêner la fermeture automatique des portes coupe-feu ou, le cas échéant, l'action de moyens de cloisonnement spécialement adaptés.

En cas d'utilisation des chariots sans conducteur ceux-ci seront équipés de dispositifs de détection d'obstacle et de dispositifs anti-collision. Leur vitesse sera adaptée aux risques encourus.

**2.4.2** - Les installations électriques seront conformes aux normes en vigueur.

L'arrêté du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO NC 30 avril 1980) est applicable.

L'arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre est applicable aux installations.

A proximité d'au moins une issue sera installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.

Les transformateurs de courant électrique, s'ils sont situés à l'intérieur de l'entrepôt devront se trouver dans des locaux spéciaux isolés de l'entrepôt par un mur coupe-feu de degré 1 heure, et largement ventilés vers l'extérieur du dépôt.

**2.4.3** - Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique sera autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne seront pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou seront protégés contre les chocs.

Ils seront en toutes circonstances éloignés des matières, produits ou substances entreposés pour éviter leur échauffement.

**2.4.4** - Tout dispositif de ventilation mécanique sera conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

Les conduits de ventilation éventuels seront munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules.

Une ventilation individualisée sera prévue pour la zone de recharge des batteries des chariots automoteurs. Les locaux ou zones spéciales de recharge de batteries seront très largement ventilés de manière à éviter toute formation de mélange gazeux explosif ; ils respecteront les prescriptions réglementaires qui leur sont applicables.

L'atelier de charge ne devra avoir aucune autre affectation. Le sol sera imperméable et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs seront recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

Tout stockage d'un liquide, dans l'atelier de charge, susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol devra être muni d'une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

## **2.4.5 - Chauffage**

### **2.4.5.1 Chauffage des locaux**

La chaufferie sera située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi coupe-feu de degré 2 heures. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fera, soit par un sas équipé de deux blocs portes pare-flamme de degré ½ heure, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré 1 heure.

A l'extérieur de la chaufferie seront installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible.
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible.
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Le chauffage de l'entrepôt et de ses annexes ne pourra être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique toutes les gaines d'air chaud seront entièrement réalisées en matériaux incombustibles. Les canalisations métalliques lorsqu'elles sont calorifugées ne seront garnies que de calorifuges incombustibles.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de stockage.

### **2.4.5.2 Chauffage des postes de conduite**

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présenteront les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.

## **2.4.6 - Lutte contre l'incendie**

### **2.4.6.1 Détection**

L'alarme incendie doit être transmise automatiquement à la société de télésurveillance.

### **2.4.6.2 Extinction**

Les moyens de lutte, conformes aux normes en vigueur comporteront :

- des extincteurs adaptés aux risques à défendre répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles,

- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues ; ils seront disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils seront protégés du gel, et protégés des chocs éventuels,
- un réseau de sprinklers ESFR selon la réglementation APSAD,
- des poteaux d'incendie.

#### **2.4.6.3 Adduction d'eau**

L'exploitant disposera d'un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés.

Ce réseau ainsi que, si nécessaire, la réserve d'eau de l'établissement seront capables de fournir :

- le débit nécessaire pour alimenter, dès le début de l'incendie, les systèmes d'extinction automatique et les R.I.A.,
- un débit horaire de 450 m<sup>3</sup> pendant au moins 6 heures pour alimenter les poteaux d'incendie ; une attestation de débit et de capacité des sources à répondre à cette exigence pour les 7 poteaux d'incendie du site sera établie par le gestionnaire du réseau et remise au SDIS (24, rue Camphin – 38600 Fontaine).

La répartition des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre ou doubles (2 x 100 mm – conduite de 150 mm) devra être déterminée en concertation avec les services du SDIS et les sapeurs-pompiers de Bourgoin Jallieu dans le respect de la norme concernant ces installations (NF S 62.200 de septembre 1990).

En particulier :

- la distance entre les poteaux de 1 000 l/mn sera de 100 m au maximum
- la distance entre 2 poteaux de 2 000 l/mn (2 x 100 mm) pourra être de 300 m tout au plus
- la distance du poteau le plus éloigné par rapport au risque à défendre sera déterminée en fonction de la configuration du bâtiment mais sera dans tous les cas inférieure ou égale à 100 m.

En cas d'insuffisance du réseau d'eau public ou privé, l'utilisation complémentaire de points d'eau naturels (rivières, étangs, etc) ou artificiels (réservoirs, piscines, etc) pourra être admise sous réserve d'aménager les accès et dispositifs.

Les installations seront aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en oeuvre des moyens des sapeurs pompiers.

Toutes dispositions seront prises pour permettre aux sapeurs pompiers d'accéder rapidement à l'intérieur de l'établissement, en dehors des heures ou journées ouvrées et en l'absence de toute présence permanente sur le site (un protocole précis devra être établi sur ce point avec les sapeurs pompiers locaux).

### **2.5 - Exploitation**

**2.5.1** - Le stockage sera effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc... soient largement dégagés.

Les marchandises entreposées en vrac seront séparées des autres produits par un espace minimum de trois mètres sur le ou les côtés ouverts.

Les modes de stockages devront respecter les prescriptions techniques de l'instruction technique du 4 février 1987 relative aux entrepôts et les règles du référentiel ESFR de l'APSAD.

On évitera autant que possible le stockage formant "cheminée". Lorsque cette technique ne peut être évitée, on prévoira des mesures spécifiques de lutte contre l'incendie.

La température des matières susceptibles de se décomposer par auto-échauffement sera vérifiée régulièrement.

**2.5.2 -** L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles seront portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes, ...).

Tout stationnement de véhicules est interdit sur les voies prévues à l'article 2.2.2.

Le stationnement des véhicules n'est autorisé devant les portes que pour les opérations de chargement et déchargement. Une matérialisation au sol interdit le stationnement de véhicules devant les issues prévues à l'article 2.3.5.

Lors de la fermeture de l'entrepôt, les chariots de manutention seront remisés soit dans un local spécial, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet.

**2.5.3 -** Les locaux et matériels seront régulièrement nettoyés de manière à éviter des accumulations de poussières.

Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc ... seront regroupés hors des allées de circulation.

**2.5.4 -** Les matériels et engins de manutention seront entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.

L'entretien et la réparation des engins mobiles seront effectués dans un local spécial. La charge des accumulateurs sera effectuée dans les conditions prévues à l'article 2.4.4.

Les engins de manutention seront contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

**2.5.5 -** Les matériels et équipements électriques seront régulièrement vérifiés. Ils seront contrôlés périodiquement par un technicien compétent. Les rapports de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

**2.5.6 -** Tous les matériels de sécurité et de secours seront régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement.

## **2.6 - Prévention des risques de pollution**

### **2.6.1 - *Prévention des incendies***

Sauf le cas échéant dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de stockage,

il est interdit :

- de fumer ;
- d'apporter des feux nus.

Dans le cas de travaux par points chauds, les mesures suivantes seront prises :

- aspiration des poussières dans la zone de travail avant le début des travaux.
- délivrance d'un permis de feu pour une durée précisée avec fixation de consignes particulières.
- contrôle de la zone d'opération deux heures au moins après la cessation des travaux.

### **2.6.2 - Consignes d'incendie**

Des consignes préciseront la conduite à tenir en cas d'incendie.

Elles seront rédigées de manière compréhensible pour tout le personnel afin que les agents désignés soient aptes à prendre les dispositions nécessaires.

Les consignes comporteront notamment :

- les moyens d'alerte
- le numéro d'appel du chef d'intervention de l'établissement
- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers de Bourgoin Jallieu et de St Quentin Fallavier
- les moyens d'extinction à utiliser.

Ces consignes seront affichées à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.

### **2.6.3- Plan d'intervention**

Un plan d'opération interne d'intervention contre l'incendie est établi par le responsable de l'établissement, en liaison avec les services publics d'incendie et de Secours.

Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et est soumis à des exercices périodiques.

Dans le trimestre qui suit l'ouverture de l'entrepôt, un exercice de défense contre l'incendie est organisé en liaison avec les services départementaux d'incendie et de secours ; il est renouvelé régulièrement.

Pour l'établissement du plan ETARE, les documents et renseignements seront fournis au centre de secours principal de Bourgoin Jallieu (Plans A4 et A3 maximum – Position et qualité des risques – Organes de sécurité sous format informatique DWG).

Le plan de secours devra être réalisé avant la mise en service de l'entrepôt.

### **2.6.4. - Prévention de la pollution de l'eau et du sol.**

Un dispositif de disconnexion sera mis en place sur la canalisation d'alimentation en eau potable pour empêcher tout retour d'eau vers le réseau public.

Il n'y aura pas de rejet d'eaux industrielles.

Les eaux usées domestiques seront rejetées dans le réseau communal.



Les eaux pluviales des quais et parkings transiteront par un déshuileur-débourbeur avant rejet dans le réseau de la ZAC lorsque le bassin d'infiltration prévu à l'exutoire de ce dernier sera installé et opérationnel ; l'entrepôt ne pourra être mis en service qu'après cette réalisation.

Les eaux pluviales de toiture seront collectées et rejetées dans le réseau séparatif des eaux pluviales de la ZAC par l'intermédiaire d'un fossé filtrant.

Une convention de raccordement devra intervenir avec le gestionnaire de la zone et tenir compte des prescriptions applicables au rejet pluvial de la ZAC.

La teneur en hydrocarbures du rejet devra être inférieure à 5 mg/l.

En cas d'incendie, le rejet d'eaux pluviales sus-visés devra pouvoir être obturé rapidement ; les eaux d'extinction seront récupérées et traitées en fonction des charges polluantes mesurées.

Le volume de la rétention des eaux de lutte contre l'incendie sera de 6690 m<sup>3</sup>.

Les épandages accidentels de matières ainsi que les produits de nettoyage seront récupérés et traités comme des déchets.

## **2.7 - Déchets**

**2.7.1 -** Le tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre... devra être effectué, en interne ou en externe, en vue de leur valorisation.

**2.7.2 -** Les déchets de toute nature seront éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet, au titre du Code de l'Environnement, dans des conditions assurant la protection de l'environnement.

**2.7.3 -** Les emballages industriels devront être éliminés conformément aux dispositions du Décret n° 94.609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

**2.7.4 -** L'élimination des déchets industriels banals devra respecter les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par l'arrêté préfectoral n° 96.6921 du 16.10.1996.

**2.7.5 -** le stockage des déchets sera établi à une distance minimale de 10 m des parois de l'entrepôt.

## **2.8 - Bruits et vibrations**

**2.8.1 -** Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

**2.8.2 -** Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage seront conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.



**2.8.3** - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs, ...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

**2.8.4** - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'entrepôt ne devront pas dépasser 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite ; l'émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h étant de 5 dB(A) et de 3 dB(A) pour la période allant de 22 h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés.

**2.8.5** - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations seront isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle sera évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **2.9 - Emissions à l'atmosphère**

Les émissions dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières gaz ou vapeur seront strictement limitées et ne devront pas incommoder le voisinage ou nuire à la santé ou la sécurité publique.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

=====